



الصفحة

1

4



الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا
الدورة العادية 2011
عناصر الإجابة

6	المعامل	NR52	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة
3	مدة الإجابة		شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير : مسلك العلوم الاقتصادية	الشعب(ة) او المصنف

CORRIGE INDICATIF- BAREME SUR 120

Remarque : Tenir compte des réponses logiques des élèves : démarches et connaissances.

DOSSIER I : DYNAMIQUE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET INSUFFISANCE DE LIQUIDITES

1-a

	Document 1	Document 2	Document 3
Type de marché selon l'objet	marché de biens et services (céréales) 1,5pt	marché de biens et services (matières premières) 1,5pt	Marché du travail 1,5pt
Nature du déséquilibre		l'inflation ou hausse des prix 0,75pt	Le chômage 0,75pt
Indicateur de mesure du déséquilibre au Maroc		IPC ou taux d'inflation 0,75pt	Taux de chômage 0,75pt
Illustration (Maroc)		Le taux d'inflation peut dépasser 2% prévu par la loi des finances. 0,75pt	Taux de chômage de 9% en 2010 0,75pt

b- Les facteurs à l'origine de la hausse des prix des céréales du côté de l'offre :

- Inondations exceptionnelles ayant affecté l'Australie.
- Sécheresse en Russie, qui était obligée de renoncer à ses exportations de blé.
- Baisse de 20% de la production de certains pays comme la France et le Canada.

3 pts

NB : deux raisons suffisent

2- a- Il s'agit d'une inflation par les coûts (ou importée) suite à la flambée des cours des matières premières et du cours du pétrole.

3 pts

- une conséquence possible : détérioration du pouvoir d'achat ; impact sur les charges de la caisse de compensation.

3 pts

b- Le pétrole est considéré comme une matière indispensable pour tous les secteurs de l'économie (c'est une matière consommable pour les usines, le transport, l'agriculture, etc.) et ainsi, toute augmentation du cours du pétrole va se répercuter sur l'ensemble de ces secteurs, pouvant déclencher une inflation par les coûts.

3 pts

3- a- Une cause du chômage :

a₁- sur le plan mondial : la crise internationale s'est traduite par une récession économique et donc un ralentissement de la croissance.

1,5 pt

a₂-sur le plan national (Maroc) : la pression démographique qui fait augmner la population active et partant entraînant une forte demande sur le marché de l'emploi. On peut choisir aussi le bas taux de croissance réalisé par l'économie marocaine.

1,5 pt

b- Aussi bien au niveau mondial que national, ce sont les jeunes qui sont les plus affectés par ce phénomène. En effet sur le plan mondial 12,6% des jeunes sont en chômage (soit 77,7 millions) et sur le plan national (Maroc), 62% des chômeurs sont situés dans la catégorie de 15 à 29 ans.

3 pts

4- a- PIB ?

RNBD = PIB + Revenus et transferts nets de l'extérieur

PIB₀₉ = 779 698 - 43 492PIB₀₉ = 736 206 millions de Dirhams

1,5pt

b- Taux de variation des RTNE en 2009/2008

1,5 pt

$$= \frac{43\,492 - 56\,307}{56\,307} \times 100$$

Taux de variation en % = - 22,76 %

Explication : Il y a une diminution des revenus et transferts nets de l'extérieur de 22,76% en 2009 par rapport à 2008 ; cela s'explique par la baisse des transferts des MRE sous l'effet de la crise économique mondiale.

1,5 pt

c- On distingue deux phases :

1,5 pt

- avant le milieu de 2007 : le taux d'épargne est supérieur au taux d'investissement ;
- depuis 2007 : la tendance s'est inversée, le taux d'investissement devient supérieur à celui de l'épargne, ce qui accentue le besoin de financement.

5-a- Les mesures monétaires se résument à la baisse de deux points de la réserve monétaire (taux de la réserve passant de 8 à 6%) et au maintien du taux directeur à 3,25%. Ces mesures sont insuffisantes même pour relancer le marché monétaire, sous-liquide, que penser alors pour le marché financier qui a besoin d'une épargne longue.

6 pts

b- les mesures proposées sont surtout d'ordre structurel :

- Encourager l'épargne à long terme ;
- Augmenter le taux d'intérêt créditeur car ce dernier reste faible ;
- Développer des Plans d'Épargne Organisés (plans d'épargne-logement, plan d'épargne-actions) ;
- Encourager l'épargne étrangère et ce par une politique de change souple et adaptable.

4,5 pts

Appréciation : Ces mesures peuvent ne pas avoir l'impact souhaité du fait :

- que la bancarisation demeure relativement limitée ;
- qu'il n'y a pas véritablement une culture financière chez les marocains et le marché boursier et les produits bancaires proposés peuvent ne pas attirer l'attention attendue. Au Maroc, on est encore très sensible aux signes monétaires qu'aux instruments financiers (titres).

6- a- Lecture :

4,5 pts

- les dépenses d'investissement connaîtront une augmentation de 48,87% en 2011 par rapport à 2008.
- les dépenses de la dette connaîtront une diminution de 23,76% en 2011 par rapport à 2008.

b- L'épargne publique durant toute cette période reste très insuffisante pour financer les dépenses d'investissement qui ont connu une évolution très remarquable ces dernières années (2 777 millions contre 36 178 millions en 2008 et 6 097 millions contre 53 859 millions en 2011).

6 pts

7- Question de synthèse :

➤ Introduction :

4,5 pts

Le Maroc s'est engagé ces dernières années dans une politique de grands projets d'infrastructure qui ont nécessité des moyens de financement importants, soit un montant de 300 milliards de dirhams. De même, on a constaté, que les dépenses d'investissement ont augmenté de 48,87% durant la période 2008 – 2011 et cela a engendré un déséquilibre prononcé entre l'épargne et l'investissement.

➤ Développement :

13,5 pts

I – Causes du déséquilibre entre l'épargne et l'investissement :

Depuis l'année 2007, l'épargne nationale n'a plus suffi à couvrir les besoins d'investissement. Ceci s'explique par :

- la crise économique en 2008 qui a engendré une baisse des ressources de l'Etat et donc de l'épargne publique, une baisse aussi du pouvoir d'achat des ménages ;
- environ 75 % du RNBD est absorbé par la consommation finale des ménages et des administrations publiques, au détriment de l'épargne ;
- baisse des transferts des MRE et des recettes touristiques.
- Inadéquation entre de l'épargne mobilisée (environ 70% largement liquide) et le financement (long) des projets d'investissements ; etc.

II – Actions et mesures adoptées :

a- Mesures monétaires insuffisantes:

- réduction du taux de la réserve monétaire obligatoire de 8% à 6% en avril 2010 ;
- maintien du taux directeur à 3,25%.

Ces mesures ne peuvent faire face à la sous-liquidité du marché monétaire. BAM joue au sapeur-pompier pour alimenter ce marché (avances). Ces mesures conjoncturelles sont motivées plus par la lutte contre l'inflation que par la relance économique.

b- Mesures financières ambitieuses :

Ces mesures consistent à encourager l'épargne à long terme pour remédier au problème de financement :

- réviser les taux d'intérêt créditeurs qui restent trop faibles et non incitatifs pour la petite épargne;
- développer des plans d'épargne organisés défiscalisés (plan d'épargne- logement, plan d'épargne-actions,...) ;
- adopter une politique de change souple est adaptable pour drainer l'épargne étrangère ;
- encourager la bancarisation parmi la population.

Cependant, ces objectifs sont loin d'être réalisés vu que le taux de bancarisation reste faible, manque de culture boursière ...

➤ **Conclusion :**

3 pts

Afin de dynamiser l'investissement, public moteur de croissance, les pouvoirs publics devraient adopter des mesures plus ambitieuses afin de dégager des ressources importantes permettant d'accélérer les projets engagés.

DOSSIER II : STRATEGIE D'INSERTION PAR LE BIAIS DES IDE ET LEUR IMPACT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU MAROC

1- a- Facteurs :

- Dépendance du PIB du secteur agricole, secteur dont la production dépend des aléas climatiques, **2 pts**
- Fluctuations du cours de pétrole et du dollar ; **2 pts**
- Instabilité des prix de certains produits au niveau du marché international. **2 pts**

b- Un déficit chronique de la balance commerciale qui s'aggrave d'année en année, passant de 85114,3 millions de dirhams en 2005 à 108 942,5 millions de dirhams en 2009, ce qui se traduit par un taux de couverture en perpétuelle diminution, passant de 53,80% à 47,2% pour les mêmes années. **3 pts**

c- Malgré son ouverture, le Maroc n'a pas su profiter de celle-ci. En effet, le taux d'ouverture ne cesse d'augmenter d'année en année en passant de 53,8% en 2005 à 68,2% en 2010. Cependant, notre taux de couverture a connu une baisse tendancielle en passant de 53,80% en 2005 à 48,3% en 2010. Le taux de couverture est largement supérieur au taux de pénétration, donc le Maroc est plus ouvert par les importations que par les exportations. Ce qui est préjudiciable. **3 pts**

2-

6 pts

Effets des investissements directs étrangers sur l'économie marocaine	
Effets positifs(2 éléments suffisent)	Effets négatifs(2 éléments suffisent)
Transfert de technologie au profit du Maroc	Transfert des dividendes et des royalties vers les pays d'origine
Création d'emplois et donc réduction du chômage	Sortie importante de capitaux et donc épuisement des réserves de change d'où une dégradation du solde courant
Booster Les transactions commerciales et renforcer la croissance économique	Manque de liquidité des banques ce qui rend le financement des entreprises nationales plus coûteux.
Entrées de devises	Soumission des secteurs de l'économie nationale à des centres de décision étrangers.

NB :1,5 par élément de réponse.

3- a- Lecture des chiffres :

- 36 808	Le solde du compte courant marocain est déficitaire de 36 808 millions de dirhams en 2009	2 pts
47,8%	Les exportations marocaines couvrent 47,8% des importations en 2010	2 pts
38,9%	38,9% des besoins du marché intérieur sont satisfaits par les importations en 2010	2 pts

b- Calcul du taux de variation entre 2005 et 2009 :

b₁- Du solde de la balance commerciale :

$$\text{Variation en \% du solde} = ((-108\,924,5 - (-85\,114,3)) / -85\,114,3) \times 100 = +27,97\%$$

4,5 pts

b₂- Du solde du compte courant:

$$\text{Variation en \% du solde} = (-36\,808 - 9\,431,5) / 9\,431,5 \times 100 = -490,27\%$$

6 pts

c- Interprétation:

6 pts

- Le déficit commercial s'est aggravé de 27,97% en 2010 par rapport à 2005 ;
- Le solde du compte courant a baissé de 490,27% entre 2005 et 2010, ceci peut être expliqué par l'effet de la crise (baisse des transferts des MRE, baisse des recettes voyages.....), mais surtout par la hausse régulière du déficit commercial.

Présentation : 3 points